Féminisme et coéducation en Europe avant 1914

Denise KARNAOUCH

Dès le XVII[e] siècle, Comenius, issu des communautés moraves et lié à la tradition éducative du mouvement hussite, avait prôné le bien-fondé de la mixité scolaire au nom de l'égalité des hommes et des femmes. Une thèse récente a montré la filiation de Comenius à Pauline Kergomard, en passant par Pestalozzi et Frœbel et par l'école américaine[1]. Au début des années 1870, la coéducation, loin d'être totale dans tous les États américains, avait aux yeux des Européens gagné la partie. Ferdinand Buisson, délégué à l'exposition universelle de Philadelphie de 1876, en décrit les avantages[2], tout en tenant compte de l'avis du docteur Edward Clarke qui, par ses conférences et son ouvrage paru en 1874, *Sex in education,* s'était élevé contre la mixité au nom de la santé des filles, ce qu'on pouvait entendre comme leur infériorité physique et intellectuelle. L'emploi du mot «coéducation» pour désigner la mixité scolaire est passé des États-Unis en France à la fin du XIX[e] siècle et a été consacré par l'article du dictionnaire de Ferdinand Buisson[3]. Ce mot est ensuite employé dans toute l'Europe, où la discussion sur la coéducation rejoint les idées sur l'égalité ou l'inégalité des hommes et des femmes[4]. Il n'est pas étonnant que le

1 Chalmel 1996.
2 Buisson 1877.
3 Buisson 1886-1887, 1[re] partie, article «Sexes (coéducations des)» : 2782-2784.
4 Dyhouse 1984. Les Anglais l'ont employé après les Français : un article de 1891 est encore titré «*Joint education*».

féminisme qui s'organise dans de nombreux pays d'Europe dans le dernier tiers du XIXe siècle y ait pris une large part[5]. Presse, ouvrages de militantes et plus encore rapports de congrès nationaux et internationaux offrent un étonnant voyage, où se lisent les enjeux, comme les avancées et les reculs de cette idée moderne.

Pionnières et pionniers de la coéducation

En France, où la séparation des sexes est une obsession, des féministes comme André Léo ou des institutrices comme Clarise Coignet se prononcent dès la fin du Second Empire en faveur de la coéducation, la dernière en faisant valoir que, de toute manière, les écoles de campagne sont déjà mixtes. Dans un autre pays catholique, l'Italie, Anna-Maria Mozzoni, enseignante et journaliste féministe, écrit aussi en ce sens. En Angleterre, de nombreux enseignants ont traversé l'Atlantique et apprécié le système américain, mais les critiques vont bon train, impulsées par les ouvrages du psychiatre Henry Maudsley qui insiste, plus encore qu'Edward Clarke, sur les dangers pour «l'avenir de la race», d'études féminines trop poussées. Toutefois, le poids des femmes dans la société civile est là plus important qu'ailleurs. Les Anglaises sont très fières de la première théoricienne féministe qui s'est prononcée pour la mixité au XVIIIe siècle, Marie Wollstonecraft. Dès 1850, Barbara Bodichon avait créé une école mixte. Lorsqu'en 1868, la commission Taunton rapporte sur l'état des écoles de filles[6] et qu'Emily Davies œuvre pour qu'on leur fasse des donations spécifiques, l'idée de créer, par économie, des écoles supérieures mixtes fait son chemin. Josephine Butler, grande figure du féminisme européen pour sa lutte contre la prostitution, se prononce en faveur de la coéducation. De même, Maria Grey aurait préféré la mixité au moment même (1872) où elle collectait des fonds pour la création d'écoles de filles[7].

Le premier congrès international féministe se réunit à Paris en 1878, à l'occasion de l'exposition universelle. La présence de Théodore Stanton,

5 Offen 2000 ; Pour la France Klejman et Rochefort 1989.

6 Tauton dirigea la *Schools Enquiry Commission* chargée d'enquêter sur les écoles.

7 Maria Grey et sa sœur Emily Shereff eurent un rôle primordial pour l'enseignement féminin anglais en créant *The Girls' Public Day Schools Company*.

fils de la féministe américaine Elizabeth Stanton, donne le ton intercontinental. Lui-même aborde le problème de la coéducation en donnant comme exemple le collège d'Oberlin, puis l'ouverture aux femmes des universités américaines[8]. Une autre déléguée américaine, Miss Hotchkiss, parle de la coéducation dans son pays avec beaucoup de circonspection et tient compte de l'opinion d'Edouard Clarke. Mais elle dit clairement que si les féministes américaines se prononcent en faveur de la mixité, c'est pour contredire l'opinion selon laquelle les femmes sont intellectuellement inférieures. À la suite de son exposé, on soumet aux participants un vœu en plusieurs points annonçant qu'il est prouvé, par des travaux réputés, que les études propres aux hommes sont également accessibles aux femmes et qu'on n'a jamais relevé dans les écoles américaines d'inconvénient à des études communes. Donc, «*Le Congrès émet le vœu que toutes les écoles actuellement existantes soient ouvertes aux élèves des deux sexes et que ceux-ci puissent suivre simultanément tous les cours*»[9]. Ce vœu était général et pieux mais, formulé par le premier congrès international des femmes, il eut certainement un impact sur celles et ceux qui en prirent connaissance. Théodore Stanton vivant à Paris avait un certain nombre de contacts avec des Européennes. Dans sa compilation publiée en 1884 *Woman question in Europe,* la parole est donnée aux femmes de presque tous les pays. L'enseignement tient une grande place mais pas la coéducation. Il met seulement en note à l'exposé de Marie Gœgg sur la condition féminine suisse, un commentaire sur le succès des femmes à l'université de Zurich. Cette note justifie la coéducation, toujours comprise au niveau supérieur, et contredit les thèses d'Edward Clarke.

Après le congrès de 1878, le journal français qui aborde le sujet est *La Citoyenne* d'Hubertine Auclert qui s'était prononcé pour l'entrée des filles dans toutes les écoles de garçons. Le journal annonce le Congrès de Stockholm de 1888, réunissant les femmes des pays du Nord, scandinaves et finlandaises. En fait, si le couple Palmgren se targue d'avoir créé en Suède la première école coéducative européenne en 1876, l'opposition

8 Première expérience coéducative remontant au milieu du XIX[e] siècle.

9 *Congrès international du droit des femmes,* 1879 : 63.

dans son pays est encore forte, tout comme en Norvège et au Danemark. Il semble que la Finlande soit la seule région acquise à la mixité scolaire et que les Finlandaises aient entraîné les autres. Toujours est-il que pour la première fois un congrès féministe place la coéducation, non dans un vœu général au milieu d'une quarantaine d'autres, mais comme un point-clé des revendications féminines. Se dégage alors la personnalité de Lucina Hagman qui a fondé un lycée mixte à Helsinki en 1883. Elle est de tous les grands congrès jusqu'en 1913 et défend fermement la mixité en affirmant que le niveau des filles est rigoureusement le même que celui des garçons dans toutes les matières[10].

Les deux congrès internationaux de Paris en 1889 abordent aussi le problème de la coéducation. Le premier à se réunir est le Congrès international du droit des femmes. Pas de section de pédagogie, mais la fouriériste Virginie Griess-Traut fait un court exposé dans la section «Morale»[11]. L'école mixte, estime-t-elle, est une question complexe qui touche aux problèmes matériels, moraux et sociaux. Il en existe près de 20 000 en France. Il est nécessaire d'en discuter et de reconnaître que garçons et filles s'éduquent mutuellement. Ainsi, la timidité des unes et la brutalité des autres s'estomperont. De son côté, Pauline Kergomard, qui préside la section «Éducation» du Premier congrès international des Œuvres et institutions féminines, fait aussi valoir l'expérience des écoles mixtes villageoises[12]. La déléguée autrichienne se félicite du fonctionnement du Pædagogicum de Vienne, une école normale mixte. En août 1889, Paul Robin, directeur de l'Orphelinat de Cempuis, se saisit, au Premier congrès international de l'enseignement primaire, de la question sur «le rôle de la femme» pour proposer en un seul vœu l'absence de discrimination de sexe dans la fonction enseignante et souhaiter «*que l'on travaille ... à rendre à tous les degrés, toutes les écoles, tous les cours mixtes*»[13]. Le vœu est refusé à l'unanimité.

---

10 Hagman 1899.

11 *Congrès international du droit des femmes* 1889 : 82.

12 *Actes du Congrès international des œuvres* 1890.

13 Robin 1892.

La coéducation au cœur des débats

En 1893, les sociétés féministes françaises groupées en une fédération mettent la mixité dans leur programme. Un an plus tard, la destitution de Paul Robin[14], malgré le rapport favorable des inspecteurs généraux Guillaume Jost et Pauline Kergomard, conduit les Françaises à convoquer un congrès international en 1896, dont le but principal est la défense de la coéducation. Elles sont aidées par un journaliste féministe, Léopold Lacour qui, séduit par l'expérience de Cempuis, écrit *Humanisme intégral. Le duel des sexes. La cité future,* édité en 1897. Au congrès, il reprend les grands thèmes de Paul Robin sur l'enseignement, s'émerveille de la réussite pédagogique de l'orphelinat et surtout définit «l'humanisme intégral» comme le féminisme. Une coéducation dans les internats sera seulement possible dans une cité future, mais l'identité d'instruction dans les écoles peut d'ores et déjà combattre le «*vieil instinct héréditaire de la supériorité naturelle du masculin*». Les vœux exprimés sont : l'ouverture aux femmes de toutes les écoles, l'accès à tous les examens et aux directions d'établissements. On vote également la réhabilitation de Cempuis et on sollicite l'aide privée pour la construction d'établissements semblables.

Des débats, la presse française et belge retient surtout le désordre et les discussions houleuses. En France, le congrès suscite la première brouille avec les féministes catholiques : dans *Le féminisme chrétien* du 10 mai 1896, Marie Duclos dénonce les risques moraux de la promiscuité à l'âge de l'adolescence et souligne que les enfants français sont plus précoces que les américains. De leur côté, les Belges, lorsqu'elles doivent réunir un congrès international en 1897, se gardent bien de prévoir une séance sur la coéducation pour ne pas susciter de polémiques. Ce qui n'empêche pas la déléguée finlandaise de mettre au compte de l'action féministe la mixité scolaire dans son pays. Le professeur Alexis Sluys, libre penseur et admirateur de Cempuis, avait pourtant dirigé une commission sur la mixité scolaire auprès de La ligue belge du droit des femmes, fondée en 1892[15], mais ce fut sans grand écho jusqu'aux écrits d'Isabelle Gatti de Gamond

---

14 Voir l'article sur Robin et Cempuis dans ce numéro.

15 Sluys 1893.

au début du XXe siècle, après son adhésion au parti socialiste[16].

Le féminisme suisse ne s'est pas éteint avec Marie Gœgg. Dès 1891, Emma Pieczynska réunit des Genevoises dans l'Union des femmes. Elle veut profiter de l'Exposition suisse de 1896 pour réunir un congrès des intérêts féminins centré sur la préparation professionnelle des femmes. Emma Reichenbach, née à Paris de parents suisses, a épousé un Polonais et vécu en Pologne, terminé des études de médecine à Berne et passé plusieurs années aux États-Unis où elle a pu observer la mixité scolaire. Inattendue, son intervention sur la coéducation des sexes connaît un rebondissement à l'étranger : elle est reprise en anglais au congrès de Londres. Emma Pieczinska avait précédemment publié des articles sur la morale et la prostitution et, après sa première intervention au congrès, elle édite plusieurs autres livres et articles, notamment *La Fraternité des sexes* en 1906, qui complète sa pensée sur la mixité. Profondément croyante, elle a une philosophie différente des libres penseurs français et cependant leurs observations sont souvent identiques. Son objectif est la fraternité des sexes à laquelle les femmes ont tout à gagner. Elle appuie son raisonnement sur un travail de prospection dans l'enseignement mixte en Suisse, auprès de soixante pédagogues, hommes et femmes, occupant des postes variés, directeurs ou professeurs de séminaires ou d'écoles normales. Pour l'école élémentaire, ils sont en grande majorité favorables à la mixité, mais tous opposés pour le secondaire. Pourtant, l'oratrice pense que le jugement des enseignants est faussé, parce que le mariage n'est pas l'unique destinée des femmes. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les universités sont ouvertes aux femmes mais les carrières ne leur sont pas accessibles. Après cet exposé, la discussion en langue française émanant d'enseignantes d'écoles mixtes est bienveillante, mais les interventions en langue allemande sont très violentes[17]. Le recteur de l'Académie de Bâle qualifie la coéducation d'extravagante et justifie, par la théologie chrétienne, l'inégalité des hommes et des femmes. Mais

16 Gatti de Gamond 1907 ; Morelli 1994.

17 En Suisse alémanique, comme en Allemagne, les hommes avaient une place exclusive dans les écoles de filles ou les écoles mixtes.

Emma Pieczynska est soutenue par la Genevoise Camille Vidart qui avait animé au sein de l'Union des femmes une commission sur l'enseignement mutuel (des femmes par les femmes).

On peut dire que l'année 1896 est l'année où les féministes d'Europe occidentale cherchent une idéologie commune dans la coéducation. Il n'est plus question de l'expérience américaine dans l'enseignement supérieur, mais d'écoles où garçons et filles seraient éduqués ensemble, du jardin d'enfant à l'âge adulte. À leur tour en 1898, les Hollandaises organisent une Exposition du travail féminin et, à cette occasion, réunissent un congrès de femmes. La présidente de la section d'éducation, Henriette Goudsmit, est la secrétaire générale d'une association d'institutrices. Elle est tout à fait acquise à la mixité, d'ailleurs toujours bien acceptée aux Pays-Bas. Madame Van Leuwen Franken, directrice de l'orphelinat de Hertogenbosch présente son école qui fonctionne comme une vraie famille : garçons et filles jouent ensemble à tout âge, empruntant les jeux les uns des autres ; les pensionnaires restent jusqu'à l'âge adulte, particulièrement les filles qui travaillent dans l'école. Elle oppose la pension qu'elle dirige avec son mari à un internat qui avait, dit-elle, discrédité la coéducation parce que la discipline y était trop sévère. Il est important à ses yeux que l'enfant puisse se sentir à la fois libre et entouré. Au cours de la discussion, on cite plusieurs internats coéducatifs qui fonctionnent parfaitement de même que l'établissement israélite d'Utrecht dont il n'est pas précisé s'il s'agit d'un internat ou d'un externat.

Au congrès de Londres (1899) qui correspond à l'apogée du féminisme européen, la coéducation ne tient pas une très grande place. On y entend cependant Emma Pieczynska qui reprend l'exemple suisse et américain et ajoute une idée nouvelle : il faut absolument que les féministes se délivrent de la maladie infantile qui consiste à vouloir toujours imiter les hommes. L'enseignement secondaire doit être adapté au génie féminin. La spécialisation des études ne doit pas intervenir trop tôt et une place doit être faite dans les programmes aux travaux manuels, à la culture physique et à l'art. La discussion qui s'ensuit est surtout menée par des Scandinaves et des Anglaises, qui contredisent Edward Clarke : les filles élevées dans des établissements mixtes ont une santé parfaite. Ce n'est pas

l'avis de Mabel Hawtrey, membre du Club victorien, qui porte la contradiction. En se réclamant du féminisme, elle affirme qu'elle a été dans un premier temps adepte de la coéducation pour promouvoir l'égalité de l'homme et de la femme, mais qu'elle s'est aperçu que c'était une mauvaise méthode parce qu'on n'avait pas assez demandé l'avis des parents. On s'est fondé uniquement sur les résultats de l'école primaire et l'école anglaise n'est pas l'école américaine.

La comparaison des deux congrès parisiens de 1900 montre à la fois les avancées de l'idée de coéducation et les difficultés de sa mise en pratique. Le Congrès international des œuvres et institutions féminines, réuni en juin, est riche d'exposés pédagogiques émanant de différents pays européens et abordant plus ou moins directement la coéducation. Louise Barberousse, féministe de la première heure aux côtés d'Hubertine Auclert, chargée d'un des discours introductifs, remarque que la question de l'enseignement occupe les trois quarts des exposés, que ce soit dans les sections de la philanthropie, du travail, de l'éducation proprement dite ou des arts, lettres et sciences. Traduisant ce qu'elle pense être l'opinion du ministère de l'Instruction publique, elle annonce qu'il faut pratiquer la coéducation à l'école maternelle et dans l'enseignement supérieur mais pas dans l'enseignement secondaire et évite de parler de l'enseignement primaire. Dans le premier point de la section pédagogique portant sur «L'éducation identique de l'homme et de la femme. Ses avantages. Ses inconvénients», Mathieu Gaufrès, professeur de rhétorique au lycée Buffon, parle beaucoup des expériences étrangères et reconnaît que les affirmations d'Édouard Clarke n'ont pas été vérifiées par la pratique. Mais la France n'a pas d'exemple à proposer, sauf l'expérience de Cempuis qui a été un échec. La méfiance vis-à-vis de la mixité est renforcée par l'attitude de madame Marion, directrice de l'École de Sèvres qui affirme qu'il n'y a pas de point commun entre la famille et un internat coéducatif (thèse soutenue dans la défense de Cempuis). Mais Pauline Kergomard, qui préside la section d'éducation, défend Cempuis et réussit à proposer le vœu suivant : «Que le système de la coéducation soit appliqué dans tous les externats de tous les ordres d'enseignement»[18]. Le vœu est accepté à

18 *Actes du Congrès international des œuvres* 1902 : 53 (tome 1).

l'unanimité, moins la voix de Mme Marion.

Pauline Kergomard est également présente au Congrès du droit des femmes, réuni en septembre et plus favorable à la coéducation. La deuxième section «Éducation» est mise sous la présidence de Marie Bonnevial, institutrice socialiste et fondatrice du premier syndicat d'enseignants. L'unique question à l'ordre du jour est ainsi libellée : «Éducation intégrale pour les deux sexes. Coéducation». L'exposé de Marie Léopold-Lacour sur le deuxième point est divisé en deux parties : un état des écoles mixtes en Europe (les États-Unis étant moins cités que dix ans plus tôt), et une réponse aux adversaires de la coéducation. Beaucoup d'éléments sont pris dans le travail de Léopold Lacour et l'école de Cempuis est encore mise à l'honneur. L'intérêt de l'exposé est de mettre en liaison les progrès de la coéducation et ceux du féminisme. Dans la discussion il y a un opposant, mais les convictions de Léopold Lacour et de Pauline Kergomard finissent par emporter l'adhésion générale. Le vœu français «Que dans tous les pays où l'enseignement d'État est donné séparément à chaque sexe, il soit donné désormais en commun» est amendé pour pouvoir s'adapter aux systèmes scolaires des autres pays : «l'enseignement d'État» est remplacé par «l'enseignement libre, communal ou d'État»[19]. Pour mieux faire valoir la coéducation, l'enseignement intégral, ainsi nommé parce qu'il fait appel au développement sensoriel, intellectuel et physique des enfants, est dissocié de la mixité scolaire, à la fois parce que des théoriciens français comme Alexis Bertrand[20] conçoivent l'enseignement intégral sans coéducation et pour tenir compte de la pensée des féministes qui prônent la mixité sans enseignement intégral.

La coéducation à l'épreuve de l'idéologie maternelle et de la rivalité professionnelle hommes/femmes

En 1896, avait eu lieu un autre congrès international, où la coéducation n'avait pas été mise au programme, celui de Berlin. Les Allemandes se battaient pourtant depuis plus de trente ans pour améliorer l'enseignement féminin, presque entièrement aux mains des hommes. La situation

19 *Congrès international de la condition* ... 1901 : 300.

20 Bertrand 1896.

allemande allait apprendre aux féministes des autres pays qu'il est difficile de lutter pour la mixité sans enseignantes reconnues. Le livre que publie en allemand Hélène Lange en 1889 est immédiatement traduit en anglais par les Américains, toujours admiratifs devant la pédagogie germanique. Dans l'introduction, L.R. Klemm, le traducteur de *The higher education of women in Europe* donne des informations sur la mixité, mais Hélène Lange ne s'y était pas intéressée. Son combat visait à obtenir pour les femmes l'*Abitur*, c'est-à-dire la possibilité pour elles d'entrer dans l'enseignement supérieur et le droit d'enseigner à des élèves au dessus de dix ans. Pourtant quelques féministes isolées, comme Hélène Stocker, se prononcent pour la coéducation et deux Hambourgeoises radicales, Anita Augspurg et Lida Gustava Heyman, poussent une association philanthropique à fonder en 1901 une école secondaire mixte qui ne dura pas trois ans. Lorsqu'en 1904 se tient à Berlin un nouveau congrès international, le programme prévoit une séance sur la coéducation, mais avec seulement un exposé, celui d'une Américaine, sur les universités de son pays.

La même année, lors de la conférence des femmes socialistes à Brême, Clara Zetkin, dans un discours brillant sur l'enseignement, exprime son adhésion totale à la coéducation après August Bebel qui s'était aussi prononcé en ce sens[21]. En associant à la mixité un enseignement pour tous, laïque, gratuit et obligatoire, et une école unique du travail, elle se rapproche de l'enseignement intégral prôné par les libres penseurs français. Elle ajoute toutefois une opinion qui l'associe à l'idéaliste Emma Pieczynska : l'enseignement mixte sera la meilleure préparation à l'éducation sexuelle. L'idée de coéducation n'a pas été sans écho en Allemagne.

À partir de 1905, des milliers de pétitions lancées par les associations féminines dans les grandes villes allemandes demandent l'admission des filles dans les lycées de garçons. Au pays de Bade et au Wurtemberg, puis, après 1906, en Saxe, Hesse et Alsace-Lorraine, les portes s'ouvrent mais peut-on parler de coéducation quand il n'y a qu'une petite proportion de filles ?

---

21 Bebel 1891 : 303 ; Zetkin 1980 : 207.

Par ailleurs l'influence des Allemandes a infléchi l'idéologie féministe. Lutter pour la coéducation, c'est vouloir arracher la reconnaissance de l'égalité intellectuelle des hommes et des femmes ; mais ouvrir des cours pour préparer au mariage et à la maternité semble désormais plus important à beaucoup d'Occidentales. À cet égard, le livre de Louis Frank, *L'Éducation domestique des filles ou la formation des mères,* paru en 1904, est symptomatique. Le juriste belge, qui avait tant milité pour l'accès des femmes à l'enseignement supérieur, au barreau et aux fonctions publiques, pense qu'il serait plus profitable à l'économie d'un pays de bien former des femmes au foyer. Le *Mutterschutz* ne se contente pas de resservir la vieille théorie de la mère éducatrice, mais invente une sorte de maternité compensatrice auprès des plus démunis, qu'on a parfois appelé le darwinisme social. Dans ce contexte pourquoi donner une éducation commune aux garçons et aux filles ? Cette idéologie influence non seulement les Scandinaves qui, au fur à mesure qu'elles obtiennent le droit de vote, construisent des écoles ménagères, mais également les Italiennes, les Belges et les Hollandaises. Parmi ces dernières, l'enseignante Ida Heijermans avait beaucoup soutenu la coéducation après le congrès de 1898, mais dix ans plus tard elle écrit que l'école secondaire ne doit pas être mixte, et plutôt développer, chez les jeunes filles, les qualités proprement féminines.

Le mot *motherhood* est également employé par les Anglaises du début du siècle. Mais les partisans de la coéducation ne désarment pas, d'autant que la loi de 1902 amène la création de plusieurs écoles secondaires mixtes[22]. Alice Woods, directrice entre 1892 et 1913 de l'École normale (féminine) fondée à Londres par Maria Grey, publie les contributions de huit directeurs ou professeurs d'écoles mixtes (des hommes en majorité), tous favorables à la coéducation. Dans le dernier article intitulé «Dangers et difficultés de la coéducation», elle constate elle-même une trop grande féminisation du corps enseignant des écoles mixtes et déplore que les hommes se sentent dévalorisés d'être dans de tels établissements. De fait,

---

22 La loi britannique de 1902 exigeait des conseils locaux la construction et le financement d'écoles secondaires.

la rivalité hommes/femmes fabrique des ennemis de la mixité. En 1905, Sophie Bryant, directrice d'une école renommée de Londres, exprime des réserves sur la coéducation devant une assemblée de l'Association des directrices (*Association of headmistresses*). Elle estime que les filles peuvent se sentir dévalorisées et perdre confiance dans leurs propres facultés, mais surtout elle constate que les femmes ne peuvent plus postuler de directions, car on met toujours des hommes à la tête des écoles mixtes. Elle propose alors trois résolutions. Les deux premières marquent l'approbation de la mixité au dessous de dix ans et même au dessus pour les districts ruraux, à faible population. Mais la troisième marque la préférence de l'association pour des écoles séparées au dessus de dix ans. Un amendement, visant à ne pas condamner définitivement la mixité et à lui laisser un avenir, est rejeté et la motion en trois points passe à une large majorité. Cela n'influence pas les autorités locales qui construisent, par économie, des établissements mixtes, mais le fait qu'une association féminine respectée ait rejeté la coéducation des adolescents est le signe d'un recul de cet idéal pédagogique.

En France, où institutrices et professeures de lycée sont des agents de l'État, la situation est différente. L'école unisexuelle apporte position sociale et gagne-pain aux professeures qui demandent surtout la possibilité de préparer les filles au baccalauréat dans leurs lycées. Mais les institutrices sont plus militantes. Elles se joignent à leurs collègues masculins pour former les premières amicales, ancêtres des syndicats et créent aussi des Groupes féministes universitaires, fédérés notamment par Marguerite Bodin qui avait gagné un concours publié sur «L'injustice des deux morales sexuelles» et s'était montrée une militante active au sein de la Fédération des Amicales par ses interventions sur l'enseignement de l'histoire et de la paix. Institutrice dans une école unique (donc mixte) de l'Yonne en 1905, elle publie *Les surprises de l'école mixte* pour préparer le 4e congrès des Amicales qui se tient à Lille au mois d'Août. Ses interventions sur la coéducation sont décisives[23].

23 *Congrès des Amicales* 1905 : voir dans ce numéro l'article de Frédéric Mole.

Par la suite, les vœux d'écoles primaires et d'externats mixtes ne sont pas renouvelés dans les autres congrès d'Amicales. La Fédération féministe universitaire qui ne cesse de prendre de l'importance (5000 adhérents en 1914), continue à s'occuper de mixité, mais l'enthousiasme de Marguerite Bodin est loin. En 1913, le congrès de la FFU à Bordeaux, met la coéducation à l'ordre du jour. Gabriel Persigout, instituteur de la Gironde reçoit peu de réponses au questionnaire qu'il a diffusé à ce sujet auprès des GFU. Toutefois une idée exprimée déjà par Pauline Rebour, la responsable havraise du GFU de l'enseignement primaire supérieur, est reprécisée : apprendre aux garçons comme aux filles l'enseignement ménager. Les institutrices se préoccupent surtout de leur position professionnelle qui coïncide avec leur dignité. Elles votent une motion demandant que lorsqu'un homme et une femme ont chacun une classe dans une école mixte de campagne, l'institutrice ne reçoive pas systématiquement la plus petite classe.

Les Russes reprennent le flambeau

Les deux congrès internationaux d'avant-guerre (Paris 1913, Rome 1914) ne disent pas un mot sur la coéducation et celui de Rome parle peu de l'enseignement. Commandé en 1909 par la direction du Conseil international des femmes et publié en 1911, le rapport sur l'enseignement donne le point de vue officiel du CIF. La coordination du travail est confiée à l'Ecossaise Ogilvie Gordon, aidée de l'Autrichienne Marianne Hainisch et de deux Allemandes. Le questionnaire envoyé à tous les conseils nationaux porte sur le système général des écoles primaires pour garçons et filles, sur l'enseignement complémentaire général ou professionnel, l'orientation professionnelle, l'enseignement secondaire des garçons et des filles, les examens et concours qu'ils peuvent passer, ainsi que sur les universités et la place qu'y ont les femmes comme enseignantes et comme étudiantes. Enfin on demande s'il y a une commission spéciale sur l'enseignement au sein du Conseil national. La mixité n'est pas évoquée. Quatre conseils en parlent d'eux-mêmes, ceux de Suède, de Finlande, de Hongrie et de Bulgarie. Seule Pauline Kergomard, pour le conseil français, s'est étendue en quelques lignes sur les études faites par la commis-

sion d'enseignement qu'elle dirigeait, portant précisément sur la coéducation[24].

Les Russes ont longuement décrit le système d'enseignement tsariste, mais pas le bouillonnement pédagogique qu'il y a alors à Saint-Pétersbourg. Depuis plusieurs années, on y parle de coéducation – quoique le mot soit à peine arrivé – plus que dans aucune autre capitale européenne. Des femmes de Russie avaient assisté à tous les congrès internationaux depuis 1889 et longuement décrit leur rôle dans l'enseignement populaire ainsi que la lutte qu'elles avaient menée pour accéder à l'enseignement supérieur ou fonder comme les Anglaises des établissements féminins. Dans les discussions, elles affirmaient que chez elles la mixité ne posait aucun problème. En 1896, Olga de Bezobrazov fondait à Paris la *Revue des femmes russes,* où l'on donnait un exemple d'enseignement mixte dans une communauté ukrainienne. Au Congrès des Œuvres de 1900, les Russes revendiquaient haut et fort l'identité d'éducation pour les deux sexes. Quant à organiser réellement un mouvement féministe en Russie, c'était très difficile. L'image de dangereuse révolutionnaire pesait sur toutes les femmes de l'intelligentsia. Une femme, Leviskaja, avait étudié la méthode de Badley en Angleterre et fondé une école mixte près de Saint-Pétersbourg[25]. Une association philanthropique dirigée par Šamatova s'était fait reconnaître au congrès féministe international de Berlin en 1896 et préparait pour 1904 un congrès sur l'enseignement féminin en Russie qui n'aurait pas trop effrayé la police. On y aurait certainement parlé de coéducation. Mais tout fut stoppé par la préparation de la guerre au Japon. C'est seulement après la Révolution de 1905, que se constitue une association féministe, l'Union des femmes et se crée un journal du même nom. À la tête de cette association, Marija Čehova. Elle-même et son mari, Nikolaj Čehov, avaient expérimenté la coéducation, non comme Leviskaja dans l'enseignement privé mais dans l'enseignement public, dans la région de Dniepropetrovsk. Le couple domine les discussions aux congrès de 1908 et 1912.

---

24 Gordon 1911 : 77.

25 Badley 1914.

En septembre 1908, un premier congrès russe réunit toutes les féministes russes y compris les socialistes[26]. Il y a trois exposés sur la coéducation. Tous favorables, ils réfutent les arguments sur la santé des filles, leur moindre capacité ou le risque pour la moralité. Non seulement la destinée féminine d'épouse et de mère n'est jamais mise en avant, mais il est souligné que les femmes sont des êtres humains qui doivent s'épanouir et servir ainsi toute la société. Un exposé fait par un homme montre indirectement l'adhésion à la mixité. P. N. Arian expose l'histoire des Cours polytechniques féminins : bien sûr, il eût mieux valu, explique-t-il, qu'on admette les femmes aux Cours polytechniques masculins, mais le déroulement de l'admission des femmes russes aux universités masculines, acceptées puis renvoyées, est instructif[27]; il est plus prudent, ajoute-t-il, citant un proverbe russe («il est toujours plus difficile de chasser le propriétaire que l'invité») de construire des cours féminins qui admettraient les garçons, si les universités admettaient les filles. En conclusion du congrès, décision est prise de faire une rubrique spéciale sur la coéducation dans le journal *L'Union des femmes*, ce qui a effectivement lieu lorsque le journal peut paraître.

En 1909, naît une nouvelle association féministe, la Ligue pour l'association du droit des femmes qui publie ses statuts en 1910. La coéducation y figure en bonne place. Il faut encore deux ans à cette association, à travers censure et interdiction, pour pouvoir convoquer le Premier congrès russe sur les problèmes de l'enseignement des femmes organisé par la Ligue qui se réunit en décembre 1912 et rassemble associations féministes et associations pédagogiques de toute la Russie[28]. On venait de fêter en grande pompe le cinquantenaire des Cours Bestoujevski[29] et de nombreuses écoles mixtes de niveau secondaire avaient été fondées depuis 1908, principalement des écoles commerciales. Le discours inaugural du professeur Čubinskij, intitulé «L'enseignement mixte à l'école supérieure», se félicite du grand nombre d'exposés sur la mixité et rappelle les luttes

26 *Trudy 1go S'ezda* 1909.
27 Les universités avaient entrouvert, puis vite refermé leurs portes après 1860.
28 *Trudy 1go vserossijskago* 1915.
29 Université féminine de Saint-Pétersbourg qui résista aux interdictions tsaristes.

menées depuis quarante ans, notamment pour l'accès des filles à l'enseignement supérieur. S'il considère la mixité dans le sens très large d'un accès égal des deux sexes à tout l'enseignement, il insiste aussi sur la nécessité d'un enseignement secondaire mixte pour préparer l'entrée à l'université. Il réfute l'incapacité féminine et le risque d'immoralité et pense qu'il n'y pas de division du savoir : «*Ne connaissant ni race, ni nationalité, la science ne connaît pas non plus de sexe*»[30]. Une dizaine de séances sont consacrées à la coéducation. Les premiers exposés traitent de l'enseignement à l'étranger (Finlande, Amérique, Scandinavie) et la référence est le Congrès international d'éducation populaire tenu à Bruxelles en 1910[31]. Les exposés suivants portent sur l'enseignement mixte en Russie qui concerne en 1912 plus de 100.000 élèves[32] et le résultat semble satisfaire tous les intervenants. G. Boč qui résume les travaux de la section d'enseignement mixte note que les résolutions suivantes ont été acceptées : la section trouve que cette forme scolaire est la forme normale dans l'enseignement secondaire ; les écoles mixtes ont été installées avec toute satisfaction dans les pays d'Europe occidentale, d'Amérique et de Scandinavie ; l'enseignement mixte en Russie a donné des résultats tout à fait satisfaisants du point de vue pédagogique ; les conditions de réussite de l'enseignement sont l'individualisation de l'éducation et de l'enseignement, l'entente étroite de la famille et de l'école et la participation des femmes comme professeurs et éducateurs sur un plan total d'égalité.

On se promet de réunir un congrès féministe sur la coéducation et on élabore pour le préparer un questionnaire très précis. La guerre et la révolution en décident autrement mais le régime soviétique allait, avec de curieux aléas, poursuivre la réforme[33]. La compagne de Lénine, Nadežda Krupskaja qui avait dans un premier article défendu la coéducation contre

---

30 *Trudy 1go vserossijkago* 1915 : tome 1 XLIX.

31 *Congrès international de l'éducation populaire* 1911. Ce congrès mené par des libres penseurs s'était prononcé pour la coéducation, notamment comme la meilleure préparation à l'éducation sexuelle.

32 Ce chiffre n'inclut pas les écoles primaires de campagne qui étaient mixtes : Berelovitch 1978.

33 Voir dans ce numéro le document commenté de Françoise Navailh.

un détracteur en 1911, reprend la plume en 1916[34]. Elle critique la commission de réforme de l'enseignement secondaire qui venait de se réunir et n'était pas du tout convaincue de la nécessité d'un enseignement secondaire mixte. Pourtant, ajoute t-elle, combien l'enseignement mixte apporterait une meilleure compréhension dans la vie de couple et dans la vie sociale !

Après la guerre, la coéducation est un des piliers de la théorie pédagogique de l'Éducation nouvelle[35], mais n'est plus jamais mise en relation avec le mouvement féministe. Il est vrai que le féminisme européen, né au XIX[e] siècle de l'internationalisation et forgé par les congrès, les échanges et les influences réciproques, est sorti affaibli du conflit et a d'autres priorités. Bien avant de devenir une pratique généralisée, la coéducation aura été, avant 1914 au sein du féminisme, une tentative de créer une idéologie commune, même si la voix dissidente de Madeleine Pelletier affirmait qu'étudier avec les garçons dévaloriserait les filles et qu'une éducation entre femmes était préférable[36].

Bibliographie

Ouvrages et documents imprimés jusqu'en 1916

Actes du congrès international des œuvres et institutions féminines sous les auspices des expositions universelles internationales
Paris1889, 1890, Bibliothèque des Annales historiques.
Paris1900, 1902, Blot.
Paris1913, 1914, Giard et Brière.

Actes du congrès suisse des intérêts féminins, Genève 1896, 1897, Berne Buchdruckerei.

Action féministe (L'), Bulletin mensuel de la Fédération féministe universitaire, 1909-1925.

Atti del Congresso Nazionale delle donne italiane, Rome 1908, 1912.

34 Krupskaja 1911 et 1916.
35 Voir dans ce numéro l'article d'Annick Raymond.
36 Pelletier 1978.

BADLEY John-Haden, 1914, *Coeducation in practice*, Londres, Simpkin.
BEBEL August, 1891, *La femme dans le passé, le présent et l'avenir*, Paris, Georges Carré.
BERTRAND Alexis,1898, *L'enseignement intégral*, Paris, F. Alcan.
BODIN Marguerite, 1905, *Les surprises de l'école mixte*, Paris, Librairie universelle.
BUISSON Ferdinand, 1878, *Rapport sur l'instruction primaire à l'Exposition universelle de Philadelphie*, Paris, Imprimerie nationale.
——, 1886-1887. *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette.
Citoyenne (La), 1881-1891.
CLARKE Edward, 1874, *Sex in education*, Boston, Osgood.
Congrès des Amicales d'instituteurs et d'institutrices publics de France et des colonies (IV), 1905, Lille.
Congrès français et international du droit des femmes, 1889, Paris, Dentu.
Congrès international de l'éducation populaire organisé par la Ligue belge de l'enseignement, 1910, Bruxelles, Imprimerie du Progrès.
Congrès international de la condition et des droits des femmes, 1900, 1901, Paris, Imprimerie des Arts et Manufactures.
Congrès international du droit des femmes, 1878, Paris, A. Ghio.
Congres voor weezen-opvoeding, 1898, Amsterdam, W. Versluys.
DUCLOS Marie, 1896, «La co-éducation», *Le féminisme chrétien*, V-VI, p. 66-68 et 81-84.
Femme affranchie (La), 1904-1912.
FRANK Louis, 1904, *L'éducation domestique des jeunes filles, ou la formation des mères*, Paris, Larousse.
Fronde (La), 1897-1903.
GATTI de GAMOND Isabelle, 1907, *Education. Féminisme*, Bruxelles, H. Lamertin.
GIROUD Gabriel, 1900, *Cempuis : éducation intégrale, coéducation des sexes*, Paris, Schleicher.
GORDON Ogilvie (ed.), 1911, *National systems of education*, Aberdeen, Conseil international des femmes.
GUILLOT Marie, 1913, «Coéducation et lutte de classe», *L'École émancipée*, III, p. 371-372.
HAGMAN Lucina, 1899, «La coéducation des sexes en Finlande», *Revue de morale sociale*, I, p. 37-42.

HAWTREY Mabel, 1896, *The coeducation of the sexes*, Londres, Kegan Paul.

International Frauen Kongress 1904, 1905, Berlin, Carl Habel.

KEY Ellen, 1912, *The woman movement*, New-York, Putnam.

KRUPSKAJA Nadežda, 1911, «Sovmestnoe obučenie», *Russkaja škola*, VII-VIII, pp. 1-10.

——, 1916, «Sovmestnoe obučenie», *Ženskij vestnik*, IX, p. 113-115.

LACOUR Léopold, 1897, *Humanisme intégral. Le duel des sexes. La cité future*, Paris, Stock.

LANGE Hélène, 1890, *Higher Education of Women in Europe*, New-York, Putnam.

MANN Horace, 1849, *The Massachusetts System of Common Schools*, Boston, Dutton and Wentworth.

MARTIN Marguerite, 1911, *Féminisme et coéducation*, Paris, Marcel Rivière.

PELLETIER Madeleine, (réédition en 1978), *L'Éducation féministe des filles*, Claude Maignien (éd.), Paris, Syros.

PIECZYNSKA Emma, 1900, «Coéducation», *Revue de morale sociale*, V, p. 26-36.

——, 1906, *La Fraternité entre les sexes*, Neuchâtel, Paris, Delachaux et Niestlé, Fischbacher.

POIRSON S., 1911, *La Co-éducation*, Paris, Henry Paulin.

ROBIN Paul, 1869, «De l'enseignement intégral», *La Philosophie positive*, V, p. 271-297.

——, 1892, *Congrès international de l'enseignement primaire 1889. Sur la deuxième question : du rôle de la femme dans l'enseignement*, Cempuis, Imprimerie de l'orphelinat Prévost.

SLUYS Alexis, 1893, *L'Éducation intégrale. Documents de la session normale de pédagogie pratique tenue à Cempuis*, Bruxelles.

STANTON Théodore, 1884, *The woman question in Europe*, New-York, Putman.

Trudy 1go S' ezda pri russkom ženskom obščestve 1908, 1909, Saint-Petersbourg.

Trudy 1go vserossijskago S'ezda po obrazovaniju ženscin' 1912/1913, 1915, Petrograd.

WAETZOLDT Stephan, 1907, «Coeducation», *Frauenbildung*, VII, p. 13-22.

WOODS Alice, 1903, *Coeducation. A series of essays by various authors*, Londres, Longmans, Green.

ZETKIN Clara, (réédition en 1980), *Batailles pour les femmes*, Gilbert Badia (éd.), Paris, Éditions sociales.

Études postérieures

ALBISSETTI James, 2000, «Un-learned lessons from the New World ? English views of american coeducation and women's colleges. 1865- 1910», *History of education*, XXIX, p. 473-489.

——, 2001, «European Perceptions of American Coeducation, 1865-1914», *Pædagogica historica*, XXXVII, p. 124-138.

BAKKER Nelleke et VAN ESSEN Mineke, 1999, «No Matter of Principles - The unproblematic Character of Coeducation in Girl's secondary Schooling in the Netherlands, 1870-1930», *History of education quarterly*, XXIX, p. 454-475.

BERELOVITCH Wladimir, 1978, «L'école russe en 1914», *Cahiers du monde russe et soviétique*, XIX, p. 285-300.

CHALMEL Loïc, 1996, *La petite école dans l'école. Origine piétiste-morave de l'école maternelle française*, Berne, Paris, Peter Lang.

DEMEULENAERE-DOUYERE Christiane, 1981, «Un épisode oublié de la guerre laïque : l'affaire Paul Robin (1894)», *Cahiers laïques. Cercle parisien de la ligue française de l'enseignement*, n° 179, p. 140-153.

DUNSTAN John, 1997, «Coeducation and Revolution : Responses to mixed Schooling in early twentieth Century Russia», *History of Education*, XXVI, p. 375-393.

DUVEAU Georges, 1948, *La pensée ouvrière sur l'éducation pendant la Seconde République et le Second empire*, Paris, Editions Donat, Montchrestien.

DYHOUSE Carol,1985, «Feminism and the debate over co-education/ single sex schooling : some historical perspectives», in June Purvis (ed.), *The Education of Girls and Women*, Londres, History of Education Society.

École et mixités, 2001, Annik Houel et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), Lyon, Presses universitaires de Lyon.

FLETCHER Sheila,1982, «Co-education and the Victorian Grammar School», *History of education*, XI, p. 87-98.

JACQUET-FRANCILLON François, 1992, «Le problème de la mixité scolaire au XIX[e] siècle», *in* Claudine Baudouin et Claude Zaidman (dir.), *Égalité entre les sexes. Mixité et démocratie*, Paris, L'Harmattan, p. 18-30.

KARNAOUCH Denise, 1993, «Le féminisme universitaire à l'époque des Amicales», *Cahiers du Centre fédéral de la Fédération de l'Education Nationale*, Paris, FEN, p. 7-56.

——, 1994, «Note sur la mixité», in Hugues Lethierry (dir.), *Feu les écoles normales (et les IUFM ?)*, Paris, L'Harmattan, p. 311-315.

KERGOMARD Geneviève et Alain, 2000, *Pauline Kergomard*, Jean-Noël Luc (introd.), Rodez, Fil d'Ariane.

KLEJMAN Laurence et ROCHEFORT Florence, 1989, *L'égalité en marche. Le féminisme sous la troisième république*, Paris, FNSP/Des femmes.

KOLESNIK Walter, 1969, *Coeducation, Sex Differences and the Schools*, New-York, Vantage press.

LUC Jean-Noël, 1997, *L'invention du jeune enfant au XIX[e] siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Belin.

MORELLI Anne, 1994, «Isabelle Gatti de Gamond. Hors du féminisme bourgeois», *Sextant*, n° 1, p. 57-62.

OFFEN Karen, 2000, *European Feminisms. A Political History*, Stanford, University Press.

TYAK David et HANSOT Elisabeth, 1990, *Learning together. A History of Coeducation in American Schools*, Londres, New-York, Russell Sage Fondation.